Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

Germanophile

Edouard Philippe était à Berlin le 15 septembre. Pour quoi faire ? Pour faire allégeance. La posture n'est pas nouvelle ? Certes. Mais jamais un Premier ministre français n'était allé aussi loin dans la soumission. Celle-ci est totale : économique, monétaire, sociale, affective, intellectuelle. « L'Allemagne est une source d'inspiration constante », a déclaré Edouard Philippe qui s'est flatté d'être « à la tête d'un gouvernement germanophile ».

En retour, la chancelière allemande lui a accordé sa bénédiction. Elle soutient l'effort de la France dans ses réformes et elle ne tarit pas d'éloges sur Emmanuel Macron sans pour autant s'engager ses propositions de réforme de la zone euro…

De fait, la partie est déjà jouée. Le gouvernement germanophile fait des réformes ultralibérales pour obtenir un accord allemand sur la zone euro mais la Chancelière estimera le moment venu que les « réformes » ne sont pas assez importantes et qu'il faut que les braves petits oligarques français continuent à matraquer les classes moyennes et populaires.

Contre le gouvernement germanophile, tous dans la rue !

Corée du Nord

Le défi de Kim

Naufrage

La France atlantiste

p. 8

Idées

Mécaniques du chaos

p. 9

Du 18 septembre au 1er octobre 2017 - 47e année - Numéro 1128 - 3, 50 €

L'union fait (encore) la force

Le 21 juillet, jour de la fête nationale, Philippe, roi des Belges, a tenu des propos rassurants et rassembleurs, loin de ceux assénés par l'oligarchie dirigeant le pays à tous les niveaux de pouvoir.

S'il a mentionné le vent d'optimisme soufflant actuellement sur l'économie belge, le marché de l'emploi et la formation d'une nouvelle dynamique européenne, le souverain a axé son allocution sur la nécessité de profiter de ce moment et des gains générés pour en faire bénéficier toute la population et ainsi façonner une société inclusive dont personne ne serait exclu.

Une des clés pour y parvenir, c'est l'éducation. Apprendre des autres et avec les autres.

Premier message : utiliser à bon escient internet, les réseaux sociaux et les nouvelles technologies. C'est apprendre à interpréter les faits, émettre un jugement de valeur et prendre ses responsabilités en connaissance de cause. Il insiste pour que les jeunes acquièrent ce sens critique dès le plus jeune âge par les parents - sens des valeurs -, puis par les enseignants - envie de comprendre - mais aussi avec les aînés - prendre du recul. C'est ainsi créer la rencontre de l'enthousiasme et de la créativité avec la sagesse et l'expérience de vie. On voit ici que le premier message du roi est de rassembler les familles et les générations en y associant l'école.

Deuxième message : apprendre par le travail. Au cours de son éducation scolaire, le jeune doit être initié au travail en entreprise, par exemple via la formation en alternance. Des synergies naîtront entre le monde du travail et l'enseignement pour créer non seulement une plus grande dynamique sur le marché du travail mais aussi plus d'égalité des chances.

Troisième et dernier message - mais '*last but not least*': apprendre des autres cultures. Philippe a pris l'initiative de fêter la rupture du jeûne avec une famille belge musulmane de Gand. Il a ainsi pu partager ce moment privilégié avec toute la famille et voir, par un exemple réel, l'implication intergénérationnelle du partage de ce moment très symbolique. Le roi a également mis en avant l'hospitalité reçue tant par ses hôtes que par leurs voisins de confession chrétienne. Au-delà du discours sur l'intégration, le message porte ici avant tout sur la préparation de l'avenir de la mixité des cultures après les meurtrissures vécues depuis les attentats de mars 2016 et le retour de ceux qui sont partis rejoindre l'EI (en proportion du nombre d'habitants, la Belgique détient le record du plus grand nombre de jeunes partis en Syrie).

En 2018 auront lieu les élections communales et provinciales. Elles donneront les tendances des législatives fédérales de 2019. Les derniers résultats ont montré une accentuation du clivage entre les deux communautés du pays. En Flandre, le parti leader est la séparatiste et ultralibérale N-VA alors que le Parti Socialiste dirige la Wallonie. Une coalition très libérale gouverne au niveau fédéral. Elle est composée de trois partis flamands - séparatiste, chrétien et libéral - alors que côté francophone seul le parti libéral est présent. Forte de son succès économique régional, la N-VA donne des coups de boutoir pour voir davantage de compétences déléguées à sa région et elle peut imposer sa loi au fédéral car elle détient les principaux ministères (économie, intérieur, défense, intégration). Sans oublier qu'elle souhaite voir le rôle du roi réduit à une fonction protocolaire.

Au Sud, le PS est empêtré dans les affaires, où certains élus locaux, administrateurs de structures économiques ou sociales, ont abusé de leur pouvoir pour s'enrichir personnellement. Son aura dégringole au profit du PTB, Parti du Travail de Belgique, d'extrême gauche. Certaines prévisions le voient faire exploser le PS lors des élections de 2018. En attendant, le parti libéral tire les marrons du feu.

Depuis la création de l'État fédéral en 1970, le pays a connu six réformes de l'État qui ont peu à peu vidé le fédéral de ses compétences au profit des régions et communautés. On peut penser que si, au soir des élections législatives de 2019, les positions restent les mêmes, la Belgique connaîtra une septième réforme de l'État qui la verra évoluer vers le confédéralisme et - à terme - sa disparition.

Derrière les mots du discours royal se profile déjà la posture du roi pour les prochaines échéances politiques.

Marc LARBET

SOMMAIRE

P 1 Cible : Germanophile - P 2 : Belgique : L'union fait (encore) la force - P 3 : Manifestations : Un automne chaud ? - Écho des blogs : Macron «libéralo - masochiste» - P 4 : Université : Pour que tombe un tabou - P 5 : Corée du Nord : Kim gagnant - P 6 - 7 : Géopolitique : Le défi nord - coréen - P 8 : Naufrage : La France atlantiste - P 9 : Idées : Mécaniques du chaos - P 10 : Cinéma : Deux films en manque d'écho - Exposition : Un caméléon P 11 : Brèves : Libye, Malaisie, Ile de saint - Martin, Espagne - P 12 : Éditorial : François Gerlotto : « Après le cyclone » .

Manifestations

Un automne chaud ?

Quelle que soit l'ampleur et l'avenir de la contestation sociale, la question du programme de rupture politique doit être dès à présent posée.

Les manifestations du 12 septembre furent modestes mais toniques : une mise en jambes qui annoncent le mouvement social du 21 et la manifestation de La France insoumise le 23 septembre.

Ces démonstrations annoncées au début de l'été se déroulent dans un climat social tendu, en raison de nombreux mouvements de mécontentement et de révolte : le 12 septembre, 450 CRS sur les 1 500 prévus pour encadrer les manifestations se sont fait porter pâle en raison de la surcharge de travail et de la fiscalisation d'une indemnité journalière ; le 16 septembre, manifestation de policiers et de femmes de policiers qui dénoncent la vétusté des locaux, l'usure des équipements, l'épuisement des fonctionnaires surchargés de missions dans une période de danger ; grève des routiers à partir du 18 septembre à l'appel de la CFDT et de la CFTC et à partir du 25 septembre à l'appel de la CGT et de Force ouvrière, grève des fonctionnaires à l'appel de tous les syndicats le 10 octobre. A ces protestations nationales, viennent s'ajouter les multiples mouvements de protestation contre la suppression des emplois aidés.

Ces mouvements sociaux devraient inquiéter Emmanuel Macron. Il a au contraire signifié son mépris aux Français ennemis des « réformes » depuis Bucarest avant d'insulter depuis Athènes ceux qui s'opposent à ses projets ultralibéraux : « fainéants », « cyniques », extrémistes, voilà ce qu'ils sont, voilà ce que nous sommes. Le seul mérite de l'oligarque-en-chef, c'est de dire clairement qu'il mène une guerre de classes.

Il faudrait que la réponse soit à la mesure de l'enjeu : bloquer l'offensive ultralibérale, qui ne s'arrêtera pas avec la mise en œuvre des ordonnances. Or rien n'est joué : depuis le quinquennat de Nicolas Sarkozy, les gouvernements ne se laissent plus impressionner par les manifestations ; ils jouent l'usure et comptent sur les exactions des « autonomes » pour disqualifier les manifestants. Il faudrait que le mouvement social prenne suffisamment d'ampleur pour que l'idée de grève générale prenne corps. Il faudrait aussi que les forces politiques qui soutiennent les mouvements sociaux se décident à prendre pour cible principale le système de domination politique et monétaire qui interdit toute politique de développement économique et de justice sociale.

Sylvie FERNOY

Écho des blogs

Un « libéralo-masochiste » ?

Romaric Godin est journaliste économique. Ancien rédacteur en chef adjoint à La Tribune, il travaille depuis peu à Mediapart. Il a répondu aux questions du site Le Vent Se Lève (1) sur sa pratique du journalisme, la vulgarisation de l'économie, et l'analyse qu'il fait du moment politique actuel.

Concernant la vulgarisation de l'économie, il nous expose combien les enjeux économiques « …sont premiers dans les décisions politiques. […] Si on ne comprend pas comment fonctionne le système économique – ou si l'on n'essaie pas de le comprendre – on risque de n'avoir que des discussions de comptoir. […] C'est valable pour les électeurs, et c'est valable pour les politiques. Quand on entend les politiques discuter de ces sujets-là on est souvent assez inquiet parce qu'on voit qu'on va toujours à la facilité qui est offerte par la pensée économique dominante, sous prétexte que celle-ci a l'apparence du bon sens. J'entends par là la pensée néolibérale […] qui repose sur l'idée que tout se limite au comportement d'un agent économique de base. […] Cela conduit à des discours comme ceux de Bruno Le Maire qui explique, […], qu'il souhaite que l'État ne dépense pas plus que ce qu'il ne gagne comme tout bon ménage qui se respecte. C'est une absurdité sur le plan économique, cela n'a aucun sens, mais cela a l'apparence du bon sens. ».

Puis il poursuit sur la nécessité d'avoir « … des citoyens qui comprennent les processus et les mécanismes économiques pour décrypter les grands enjeux du débat. » en soulignant qu'il « ne s'agit pas de faire de la pédagogie, terme tellement chéri par les libéraux, qui infantilise les citoyens en voulant les amener à une destination qui est déjà définie. […] La pédagogie est fondamentalement antidémocratique, je rappelle qu'en grec cela veut dire « conduire l'enfant ». J'oppose à cette pédagogie le fait de faire de l'éducation qui est la base de la démocratie ».

Enfin, il met très efficacement en exergue la forme de pathologie mentale qui préside au dogme de la politique austéritaire et récessive du gouvernement actuel : « C'est une servitude volontaire avec un but : l'espoir qu'en se faisant mal on va réussir, qui est intrinsèque à la pensée libérale. C'est un peu du bon sens paysan : « pour faire pousser mon champ, il faut que je sue derrière ma charrue ». […] Il est plus valorisant de se dire qu'on a réussi en ayant souffert, que de se dire : « moi j'ai réussi sans faire trop d'efforts, et puis ça marche bien quand même ». On est face à un libéralo-masochisme ».

Loïc de BENTZMANN

(1) http://lvsl.fr/macron-represente-le-bloc-bourgeois-entretien-avec-romaric-godin

Pour que tombe un tabou

Demander des pré-requis à un étudiant pour vérifier qu'il a le niveau pour entrer à l'Université, tel est le désir du nouveau gouvernement pour la rentrée 2018. Et, déjà, les dents grincent.

L'annonce du Président Macron et du Premier ministre Édouard Philippe d'instaurer des pré-requis à l'entrée à l'Université pour la rentrée 2018 a entraîné de vives critiques de la part de plusieurs syndicats, dont l'UNEF, qui ont dénoncé une sélection déguisée. Ce mot est un terme neutre qui souffre en France d'une connotation péjorative. Pour le sujet de l'entrée à l'Université, il devient même synonyme d'élitisme éhonté et d'oppression sociale. Depuis des années, l'Université est confrontée à plusieurs problèmes.

Le premier réside dans l'incapacité matérielle (locaux, personnel enseignant) et financière de l'Université à accueillir un nombre toujours plus grand d'étudiants. On pourrait arguer qu'il serait bon pour elle d'avoir plus de moyens et donc de possibilités d'accueil, si seulement tous les étudiants qui s'inscrivaient se devaient de venir passer trois ou cinq années sur les bancs de la faculté. Or il apparaît que tout bachelier ne possède pas les capacités pour étudier à l'Université. C'est un fait encore inadmissible pour une génération de penseurs qui a érigé l'Université en sanctuaire du plus grand nombre et qui n'envisage l'Éducation que sous l'angle du pédagogisme égalitariste. Comme si tout le monde pouvait et devait obtenir sa licence et son master. La sélection à l'Université se heurte donc en France à un frein idéologique qui conduit au nivellement par le bas, au contraire de certains pays asiatiques ou anglo-saxons dans lesquels l'Université est synonyme d'excellence et dont l'entrée se mérite (selon les notes du baccalauréat notamment). En France, on cause du tort à la faculté en estimant qu'elle est un self-service qui doit accueillir, à l'inverse des Grandes écoles, tout le monde sans distinction même de capacités. C'est contribuer à l'élargissement du fossé entre l'Université qui aurait pour mission de faire réussir le plus grand nombre, à un niveau moindre, et les Grandes écoles dont sort le meilleur cru des étudiants qui seront ensuite placés aux plus hauts postes de l'État. C'est aussi dénier son essence méritocratique à l'Université, qui deviendrait la voie de garage - au moins s'agissant de la première année – afin d'éviter le désœuvrement des jeunes bacheliers…

Second problème : les chiffres, qui montrent l'immense gâchis d'une mauvaise orientation. En 2015, un article de L'Étudiant a rappelé que 60 % des bacheliers professionnels, 50 % des bacheliers technologiques et 20 % des bacheliers généraux arrêtaient la faculté dès la première année, pour cause d'échec ou de réorientation. En 2013, d'après l'étude de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance, « La réussite et l'échec en premier cycle », « seul un étudiant sur deux passe directement en deuxième année de licence, un sur quatre redouble et un sur quatre se réoriente ou abandonne ses études supérieures ». En cause, une mauvaise orientation car l'étudiant a mal cerné ses envies ou ses capacités. Là encore, Thierry Chevaillier, chercheur à l'Institut de recherche sur l'éducation de l'Université de Bourgogne note une certaine hypocrisie : « On met sur le même pied tous les bacs. Or, on sait très bien que la réussite à l'université est variable selon le bac obtenu. Un bac pro ne prépare pas à l'étude de l'histoire ancienne ou du grec à l'université. » Par exemple, 58,5% (1) des détenteurs d'un bac S passeront d'une L1 à une L2 de Droit contre seulement 9,4 % des détenteurs d'un bac technologique STG.

La découverte de la difficulté de l'Université où, contrairement aux IUT et aux BTS, l'étudiant se doit d'être indépendant, joue également un rôle. Certains n'ont pas le niveau mais d'autres ne sont pas faits pour ce mode de fonctionnement universitaire basé sur l'apparente liberté, où personne ne bride l'élève et ne le guide de façon ferme.

Si une forme de sélection est mise en œuvre avec nuance et discernement, elle pourrait répondre aux problèmes concomitants de surnombre, d'échecs et d'abandons. Elle permettrait aussi de restreindre sinon de supprimer le tirage au sort qui reste utilisé pour les filières les plus engorgées. Qualifié de « véritable scandale » début juillet par Édouard Philippe, le tirage au sort ne tient nullement compte des capacités mais repose sur un pur aléa. Reste à savoir ce que sera le contenu de ces « pré-requis ». Des tests de culture générale, de compréhension de texte seraient des hypothèses. Le tout étant de s'efforcer de trouver un équilibre, donc de ne pas exiger de connaissances colossales mais raisonnables pour ce qu'on est en droit d'attendre d'un élève de première année de faculté.

Dans tous les cas, si l'on souhaite que l'Université soit considérée comme une filière d'excellence, si l'on veut limiter son engorgement, alors il faudra lever le voile sur le caractère sélectif qui n'est que le reflet de la vie professionnelle même.

Indiana SULLIVAN

(1) Université : taux de réussite en première année en fonction du bac d'origine des étudiants, *Le Parisien Etudiant*, *http://etudiant.aujourdhui.fr/etudiant/info/universite-taux-de-reussite-en-premiere-annee-en-fonction-du-bac-d-origine-des-etudiants.html*

Kim gagnant

Le programme nucléaire nord-coréen vise à modifier l'ordre nord-asiatique fondé sur l'armistice de 1953. Son accélération correspond à la montée des enjeux.

La Corée du nord a effectué le 3 septembre son sixième essai nucléaire en six ans, une bombe « boosté » de 120 kilotonnes, sans doute pas une bombe H mais cela ne saurait tarder. Vingt-deux tirs de missiles balistiques ont eu lieu rien que cette année. Pourquoi un gouvernement veut-il se doter de l'arme nucléaire ? Pour gagner la paix. Proposition impie, mais si l'on y réfléchit, la France ne s'est pas seulement dotée de l'arme nucléaire pour sanctuariser son territoire mais aussi pour bousculer l'ordre européen de Yalta, et notamment pour faire bouger les lignes en Europe centrale et en Allemagne. Après la France, pourquoi imaginer que la Chine, l'Iran et maintenant la Corée du Nord n'aient pas la même visée pour ce qui les concerne : modifier à leur avantage des équilibres régionaux souvent issus de la dernière guerre ?

Les défenseurs du *statu quo*, c'est-à-dire les États-Unis et leurs alliés locaux, peuvent penser à instaurer un nouvel équilibre qui reposerait alors sur la dissuasion mutuelle, comme entre l'Inde et le Pakistan : nucléariser le Japon et la Corée du Sud soit par l'acquisition d'une dissuasion autonome, soit par le positionnement sur leur sol d'ogives nucléaires américaines comme ce fut le cas en Corée du sud jusqu'en 1991. Les deux pays ne le souhaitent pas. Leurs opinions publiques y sont majoritairement hostiles. Comme dans le cas de la France et de la Chine dans les années 1960, ou plus récemment de l'Iran, encore faut-il que la puissance nucléaire en construction formule et pratique une diplomatie adaptée. Le régime de Pyongyang dispose de plusieurs options pour entamer un tel processus : empêcher une coalition de se nouer contre lui, enfoncer des coins entre ses adversaires, ménager des entrées ici ou là, bref manœuvrer. Washington à l'inverse a choisi de n'avoir qu'un partenaire unique pour dénouer la crise: Pékin. Trump entend rester dans un tête-à-tête avec Xi, persuadé que celui-ci tire les fils de la marionnette que serait le jeune Kim. Or la Chine qui chaque jour repousse plus loin les lignes de l'équilibre extrême-oriental élaboré par les Américains après la seconde guerre mondiale, ne fera rien pour changer le cours des choses à Pyongyang. Elle ne guette que l'opportunité d'en tirer parti pour affirmer son propre empire.

Or cette stratégie laisse hors-jeu deux acteurs essentiels, que Xi, de plus en plus impérial à la veille du Congrès du Parti le 18 0ctobre, ne tient pas lui-même à mettre trop en avant et qu'il minore : Séoul et Moscou. La première réaction de Trump a été de s'en prendre au nouveau président sud-coréen Moon Jae-in suspecté de faiblesse à l'encontre de son voisin du nord. Il démontre ainsi que tout rapprochement entre les deux moitiés de la péninsule est bien la crainte première de Washington, et à ce stade, aussi de Pékin. Le président sud-coréen élu le 9 mai dernier après la démission de son prédécesseur « faucon », la fille de l'ex-dictateur Park, avait affirmé en août qu'aucune action militaire ne pourrait être engagée dans la péninsule sans que la Corée du Sud le veuille. Lui-même est fils de réfugiés du nord. Trump ne peut accepter de lui donner un droit de veto. C'est sa chance. La seconde réaction est venue du président Poutine qui se trouvait au moment de l'essai nucléaire le 3 septembre en Chine à Xiamen pour le sommet des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) puis le 5 à Vladivostok pour un forum économique où il a accueilli le président sud-coréen et le premier ministre japonais. En émettant des réserves sur les sanctions demandées par les Etats-Unis au Conseil de Sécurité de l'ONU (votées modifiées le 11 septembre), Poutine a souhaité l'ouverture d'un dialogue où la Russie pourrait sans doute jouer un rôle de médiateur. La capitale de l'Extrême-Orient russe n'est en effet qu'à trois cents kilomètres du site nucléaire nord-coréen. La Russie qui a une frontière commune avec la RPDC – on l'oublie souvent - est à l'origine de son premier réacteur. Gorbatchev avait ensuite essayé de négocier l'arrêt du programme mais l'URSS agonisante n'avait pas honoré sa part du « deal » avec Pyongyang. Moscou avait ensuite cessé son assistance économique comme à Cuba. Poutine n'est peut-être pas aujourd'hui sans accès aux dirigeants nord-coréens. Leurs missiles utiliseraient des moteurs russes qui pourraient même avoir été récupérés plus ou moins clandestinement dans l'Est de l'Ukraine.

Pour poursuivre sur le parallèle avec la France des années 1960, il n'est pas impossible d'imaginer avec la Russie que les deux Etats coréens puissent suivre la voie hier des deux Etats allemands : l'accord interallemand de 1972, découplé certes de la perspective d'unification que l'on a connue ensuite, d'ailleurs seulement dix-sept ans plus tard. Les « jeux de guerre » auxquels se livrent les stratèges et les organes de presse anglo-saxons sont décevants, en ce sens que les diverses variétés d'une « escalade » ne semblent mener aucun des adversaires nulle part aujourd'hui. Seules des frappes massives généralisées pourraient entraîner la décision apocalyptique. Dans cette situation de tout ou rien, il n'existe pas d'alternative raisonnable à la négociation, sachant que l'on pourra difficilement éviter que celle-ci tourne à la remise en cause globale des équilibres régionaux mais en l'assumant dès le départ.

Yves LA MARCK

Le défi nord-coréen

L'été a été marqué par l'affrontement entre la communauté internationale et la Corée du Nord. D'essais nucléaires en condamnations verbales et sanctions économiques, les éditorialistes se sont laissé aller à prédire un affrontement entre deux docteurs Folamour susceptibles de provoquer un nouveau conflit mondial. Pourtant si l'analyse peut séduire les gazetiers elle manque de consistance. Le président américain ne peut provoquer une guerre mondiale sur un coup de sang. Quant au régime coréen, il a sa rationalité que Philippe Pons explicite dans son dernier maître ouvrage consacré à la Corée du Nord (1).

Erudit, bon connaisseur du Japon et des deux Corées, l'auteur, rappelle que la compréhension de la Corée du Nord est impossible sans la prise en compte de l'histoire, en particulier celles de la colonisation en Asie et de la décolonisation qui s'en est suivie. Il ne faut pas oublier qu'à partir de 1910, la Corée a été annexée par le Japon qui en fait à la fois une terre dont on exploite les ressources notamment minières et un pays dont on s'efforce de déculturer les habitants en imposant aux enfants l'apprentissage du japonais en lieu et place du coréen. Une petite partie de la population coréenne va même émigrer au Japon contribuant au développement industriel du pays. Le Japon va enfin durant le second conflit mondial faire du pays une réserve à bordel. Dès lors le régime nord-coréen, dès sa création en 1948, va faire du patriotisme un élément essentiel de son idéologie et va développer l'idée d'un pays assiégé, qui doit veiller à son indépendance et dont la population doit se sacrifier pour cet idéal. Ainsi, la lutte des classes est seconde par rapport à l'impératif de défense nationale.

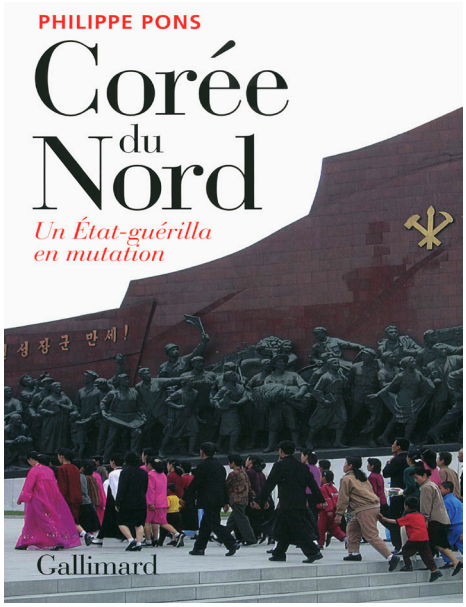
La famille Kim va sur trois générations parvenir à incarner cet «idéal» et la succession héréditaire va permettre d'enraciner les dirigeants dans l'héritage de la guerre des partisans dont Kim Il Sung, le grand père, est un des leaders. Il saura après-guerre s'imposer à la tête du Parti du Travail et mobiliser la population après le désastreux épisode de la guerre de Corée qui faillit emporter le régime. L'appareil répressif n'est donc pas le seul élément qui permet d'expliquer son enracinement. L'histoire de la Corée du Nord est aussi inséparable de l'histoire de la guerre froide durant laquelle, le régime nord-coréen s'efforce de se tenir à équidistance de la Chine et de l'URSS sans rompre jamais avec aucun des deux. Philippe Pons montre d'ailleurs tous les instruments mis en place par le régime à la fois pour encadrer et pour cloisonner la population. L'adhésion au moins partielle de la population est renforcée par le poids du néoconfucianisme qui repose en partie sur l'importance de la famille.

Or si l'Etat est un Etat-guérilla et un Etat-famille, le pouvoir des Kim en étant l'illustration, c'est aussi un Etat en mutation. Au cours de la dernière décennie du XX° siècle, la société nord-coréenne est frappée par une crise économique qui va faire des centaines de milliers de morts. On meurt de faim particulièrement dans les campagnes mais pas seulement.

Cependant, une économie parallèle va se mettre en place progressivement qui va permettre à une partie de la population de survivre. Elle se fonde sur des mécanismes aussi différents que le troc, les solidarités familiales et surtout le marché noir, activité dans laquelle les minorités coréennes présentes au sud-est de la Chine vont jouer un rôle très important. Les autorités laissent faire car elles doivent bien constater l'incapacité où elles se trouvent de faire face à la crise. La société nord-coréenne fait preuve d'une capacité d'adaptation extraordinaire. Certes, il y a des profiteurs, souvent liés à l'appareil, cadres locaux du Parti ou militaires, mais on assiste à une véritable mutation de la société. Cette mutation va être prise en compte par le régime qui va cahin-caha s'efforcer de développer une «économie de marché sans le capitalisme», en créant des zones économiques spéciales, en autorisant la création dans certains secteurs de joint-ventures, en s'efforçant d'attirer les investisseurs dans le pays notamment sud-coréens.

Cette politique n'est pas sans inconvénient. Elle favorise la corruption, le clientélisme, elle divise en profondeur la société et favorise l'individualisme voire le cynisme. Il n'empêche, à côté d'une élite corrompue souvent partie prenante des instances dirigeantes, on trouve une classe moyenne qui sans être riche n'en est pas moins délivrée des angoisses les plus élémentaires de l'existence.

Des boutiques s'ouvrent où l'on peut trouver des produits d'importation, notamment chinois, mais aussi de Corée du Sud.



Les rues nord-coréennes particulièrement à Pyongyang voient apparaître automobiles et constructions nouvelles, le tourisme balbutie. Kim Jong Un de ce point de vue, reprend et amplifie la politique de son père Kim Jong Il . Cette politique ressemble à celle de la Chine, mais avec quelques différences, la Chine ayant pu se développer dans un cadre géopolitique apaisé. Or il n'en est rien pour la Corée du Nord pour des raisons internes mais aussi et surtout externes

Jusqu'à la guerre de Corée celle-ci n'est pas considérée comme un secteur géographique essentiel par l'administration américaine. La guerre de Corée change la donne et les troupes américaines s'installent durablement en Corée du Sud. En 1953 aucune paix n'a été signée, seulement un cessez-le-feu. Une zone démilitarisée sépare désormais les deux Corées et, si des frontières terrestres ont été délimitées, les frontières maritimes elles ne le sont pas, d'où des affrontements sporadiques depuis 1953, particulièrement en 2010. Face à la crainte d'une nouvelle invasion, la Corée du Nord s'est lancée dans un programme nucléaire destiné à la protéger de Kim Il Sung. Celui-ci a d'abord été conçu comme une monnaie d'échange, contre une assistance financière des Etats-Unis et la signature d'un traité de paix. L'administration Clinton rompant avec celles qui l'avaient précédée, aidée par les tractations menées par Jimmy Carter, ex-président des Etats-Unis, s'est orientée dans cette direction, tant et si bien qu'en 1994, une visite du président américain à Pyongyang est envisagée. Mais les réticences du Congrès américain ont raison de cette politique de rapprochement. George Bush junior inscrivant la Corée du Nord dans la liste des Etats constituant l'axe du mal, fait de celle-ci, un Etat voyou dont il faut hâter la destruction au grand dam de l'administration sud-coréenne notamment durant les présidences de Kim Dae Young et de Roh Moo Hyun.

L'invasion de l'Afghanistan, de l'Irak et de la Lybie poussent les autorités nord-coréennes à faire de leur politique nucléaire un enjeu majeur, la seule à même d'assurer la sécurité du pays. D'où leur politique de développement du potentiel nucléaire ponctuée d'essais condamnés par l'ONU qui les sanctionne affaiblissant partiellement le pays sans jamais faire s'effondrer le régime. Celui-ci au contraire se sert des sanctions pour démontrer que le pays est agressé et pour galvaniser le patriotisme de la population.

L'administration Bush à partir de 2006 évolue sur la question nord-coréenne et semble vouloir revenir à une solution négociée. Mais elle ne comprend pas qu'on ne peut plus demander au régime de renoncer à l'arme nucléaire. Le cadre des négociations à six (les deux Corées, les Etats-Unis, la Chine, la Russie, l'Union Européenne), ne satisfait pas pleinement la Corée du Nord qui préfèrerait des négociations bilatérales avec les Etats-Unis. Malgré des progrès sensibles, on ne parvient à aucune solution. L'administration Obama ne change guère la donne. Si elle ne profère pas de menace à l'égard de la Corée du Nord, elle s'engage pourtant à déployer un bouclier anti-missile THAAD en Corée du Sud. La crise politique en Corée du Sud en 2016-2017, bloque toute initiative.

Philippe Pons insiste sur le fait qu'il ne faut pas miser sur l'effondrement du régime. L'hypothèse est peu réaliste et provoquerait une crise diplomatique et probablement militaire à l'échelle de l'Asie de l'est. Pour l'auteur, il faut prendre acte du fait nucléaire nord-coréen et convaincre les dirigeants du pays de ne pas aller au-delà, en échange d'un traité de paix et d'une aide au développement économique. La Corée du Nord, de son côté doit entre autres, se doter d'un cadre juridique clair et moderniser ses infrastructures. Mais n'est-ce pas donner un blanc-seing au régime ? L'auteur rappelle que la politique de sanctions et de tension n'a en rien permis d'améliorer le sort de la population au niveau des droits de l'Homme. Sans oublier son incapacité à faire reculer les dirigeants nord-coréens sur la question du nucléaire. Enfin la Chine ne peut pas accepter l'effondrement du régime, qui risquerait de déstabiliser la péninsule, de favoriser une réunification ruineuse au profit du Sud et mettrait les troupes américaines à proximité de la frontière chinoise. Et cela, même la Corée du Sud ne veut pas en entendre parler. Quant à la population nord-coréenne, elle fait preuve de courage et de dynamisme, elle est bien formée et commence à comprendre que le monde n'est pas vraiment ce que les autorités lui ont raconté pendant des années malgré la censure les informations. L'avenir du pays et du régime laisse perplexe, mais l'auteur nous montre qu'une autre diplomatie est possible. Elle n'implique aucune naïveté sur la brutalité du régime, mais ce pays change et il faut l'aider à continuer.

Marc SEVRIEN

(1) Philippe Pons : *La Corée du Nord, un Etat-guérilla en mutation* ; décembre 2016 ; NRF- Gallimard.

Pensez à la souscription !

http://www.nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation

La France atlantiste

Nicolas Sarkozy et François Hollande n'ont pas seulement aggravé l'emprise ultralibérale sur les Français. Tous deux ont accepté que la France soumise à Bruxelles, Francfort et Berlin devienne la vassale des Etats-Unis. Ils ont montré, dans le renoncement, une redoutable cohérence.

La nostalgie de la grandeur est moquée par les beaux esprits qui confondent la grandeur et l'arrogance. Or la France est grande quand elle a un grand projet, c'est-à-dire un projet à la mesure de son histoire. Le général de Gaulle n'a rien inventé : il a repris le projet d'indépendance nationale défini par la monarchie capétienne sur un mode réaliste qu'Hadrien Desuin prend soin de préciser au début de son essai (1).

Le réalisme consiste à mener librement son jeu diplomatique en visant l'équilibre des puissances et en nouant des alliances avec des Etats, sans égards pour la nature des régimes, ni pour leurs orientations idéologiques et religieuses. François Ier s'allia avec les Ottomans et Mazarin puis Richelieu avec les princes protestants. C'est selon ce modèle que la IIIe République laïque et démocratique s'allia avec l'autocrate russe et ses cortèges de popes… Après le départ du Général, la politique étrangère de la France perdit de la vigueur et de la cohérence au fur et à mesure qu'elle s'enfonçait dans les sables mouvants de la « construction européenne ».

Des possibilités de résistances demeuraient cependant, comme on le vit lorsque la France s'opposa en 2003 à la croisade bushiste. La consolidation du régime oligarchique a brisé les velléités d'indépendance. Par conviction ou par paresse, les oligarques de droite et de gauche ont adhéré à la vision américaine du monde et se sont laissés circonvenir par les néo-conservateurs français - tout petit groupe très efficace qui se désigne lui-même comme « la Secte » - qui ont fourni aux maîtres du moment les ingrédients d'une idéologie à la fois humanitariste et belliqueuse. Hadrien Desuin montre avec précision comment le micro-parti atlantiste a pris le pouvoir à l'Elysée avec Jean-David Levitte, au Quai d'Orsay avec Bernard Kouchner puis Laurent Fabius assisté de quelques diplomates adhérents de la Secte, au ministère de la Défense avec le général Georgelin, dans les médias avec Bernard-Henri Lévy, André Glucksmann, Nicole Bacharan et avec des « experts » tels que Bruno Tertrais, François Heisbourg, Thérèse Delpech… N'oublions pas non plus les ministres falots et complaisants que furent Hervé Morin et Jean-Marc Ayrault.

Nicolas Sarkozy était en accord avec lui-même lorsqu'il décida le retour de la France dans le commandement intégré de l'Otan : il était allé déclarer sa candidature à l'ambassade des Etats-Unis et assura Georges W. Bush qu'il voulait « faire de la France une autre Amérique ». Mais Laurent Fabius et François Hollande avaient dénoncé l'atlantisme avant de se livrer à des surenchères bushistes qui contrastaient avec les prudences d'Obama. Ils se renièrent et trahirent nos intérêts nationaux par l'effet conjugué de leur paresse intellectuelle et de leurs lâchetés.

La «droite des valeurs» plus ou moins identitaires et la «gauche morale» laissent un bilan catastrophique. Les beaux discours sur les droits de l'homme et sur la « famille occidentale », les rodomontades diplomatiques et les opérations militaires qui transformaient les soldats français en supplétifs mal équipés de l'*US Army*, les voyages incessants et les sommets spectaculaires ont été les étapes pitoyables de la perte du rang de la France dans le monde. L'Afghanistan ? Un fiasco prévisible : nos soldats ont été engagés et sacrifiés dans une guerre conçue et menée de manière parfaitement absurde par les Etats-Unis. La Libye ? Une aventure militaire qui a provoqué un chaos géostratégique dont les islamistes ont tiré parti. La Syrie ? Pour éliminer Assad, Hollande et Fabius ont soutenu les djihadistes avant de se retrouver exclus du jeu proche-oriental. L'Egypte ? Le gouvernement français a salué la victoire des Frères musulmans et reçu Mohammed Morsi avant de vendre au général Al Sissi les Mistral refusés à la Russie. L'Iran ? Une attitude hystérique contrastant avec le réalisme de Barak Obama. L'Ukraine ? Lors de la « révolution du Maidan », la diplomatie française s'est alignée sur les Etats-Unis, l'Allemagne et la Pologne et a cultivé une ligne antirusse par tropisme « occidental ». Les droits de l'homme et la lutte contre la propagande islamiste ? Oubliés dès lors qu'il s'agissait de conclure des affaires foireuses avec l'Arabie saoudite et le Qatar… L'Otan ? Une soumission béate qui nous a fait accepter le bouclier antimissiles et la présence d'officiers étatsuniens dans les états-majors français. C'est seulement au Sahel que la France a maintenu grâce à son armée une politique autonome, efficace, indispensable.

Prise au piège de l'Otan et ligotée par les traités européistes, la France doit retrouver son indépendance en décidant une nouvelle rupture sur le modèle de la sécession gaullienne de 1965-1966. « Une prise de distance avec Bruxelles, siège commun de l'Union européenne et de l'Otan qui désormais se confondent, est la condition sine qua non pour que la diplomatie française renoue avec elle-même » conclut Hadrien Desuin. Il a raison !

Bertrand RENOUVIN

(1) Hadrien Desuin, *La France atlantiste ou le naufrage de la diplomatie*, Le Cerf, 2017.

Mécaniques du chaos

Qui que ne nous soyons, nous sommes d'incorrigibles analystes, cherchant obstinément l'explication des événements par les idées, les doctrines censées gouverner le monde. Nous n'avons pas forcément tort, notamment lorsque nous voulons échapper aux déterminismes exclusifs du type économique. Il n'en reste pas moins que les événements ne surgissent pas d'un empyrée platonicien, ils sont le fait d'êtres de chair et de sang, peut-être, comme le voulait Maurice Barrès, plus pétris de sentiment que de raison.

Daniel Rondeau aurait eu toutes les qualités pour écrire un essai brillant sur la géopolitique du bassin méditerranéen. N'a-t-il pas été notre ambassadeur à Malte, le plus petit des États de l'Union Européenne mais dont la situation entre la Sicile et l'Afrique du Nord lui confère une importance stratégique notable ? Il pourrait faire valoir sa compétence d'expert, mais il a mieux à faire. Romancier, c'est par l'imagination qu'il se saisit de la réalité pour la faire mieux comprendre. Et sans doute aussi par sa familiarité du génie des lieux. Cela fait longtemps qu'il explore les bords de notre Mare nostrum, et il a peint le portrait de quelques-unes de ses villes phares : Tanger, Istanbul, Carthage, Alexandrie. Mais le drame qui s'est emparé de cet univers lui confère une autre dimension que l'héritier de Balzac se doit de prendre en compte et de retraduire. Fernand Braudel lui-même, dans son grand livre sur La méditerranée à l'époque de Philippe II, ne regrettait-il pas que l'historien ne puisse disposer de la liberté du romancier pour restituer sa présence vivante ? Daniel Rondeau use pleinement de cette liberté, ce qui nous vaut un tableau général que le meilleur des experts ne saurait égaler.

Mécaniques du chaos nous permet d'abandonner momentanément les nouvelles (les news), même celles retransmises par les meilleurs de nos reporters, pour relire autrement, mais de façon très concrète, les événements quotidiens, ceux qui nous font frémir et trembler, parce qu'ils sont terribles en eux-mêmes et parce qu'ils font pressentir des développements qui pourraient nous submerger. Loin de les abandonner, en nous évadant grâce aux procédés de la fiction, nous les retrouvons infiniment plus proches. Nous y participons, nous entrons dans l'intimité de leurs acteurs, dans leurs convictions. « Le grand jour approche. Je commence à sentir l'impatience de mon sang et cinq fois par jour, je bénis l'Exauceur qui m'a placé sur les chemins de ma rectitude. Je vais bientôt entrer dans la ronde. Chacun son tour. Hier, c'était celui de mes frères. Ils ont mis la France à genoux. Une heure leur a suffi. Combien étaient-ils ? Une poignée de martyrs. Après leur passage, les flics pleuraient dans la rue. » Et encore : « J'ai lu dans les journaux que mes frères riaient en déchargeant leurs kalachnikovs sur les danseurs d'une boîte de nuit. Quelle force dans ce rire ! Nous rions, la France pleure, j'ai envie de dire enfin. »

Daniel Rondeau relie tous les points de la Méditerranée jusqu'à nos quartiers perdus de la République, car ils sont entraînés dans un même destin. Les trafics dans le désert de Libye, les noyades en Méditerranée, les affrontements en Syrie, les réseaux terroristes, c'est un même univers auquel participe tout ce qui se trame chez nous et que nous feignons souvent d'ignorer. Bruno le policier, un des personnages clé du roman qui connaît parfaitement ces quartiers perdus, a voulu en informer précisément qui de droit. : « La réalité dépasse souvent la fiction, j'ai même été obligé d'édulcorer mes conclusions pour rester dans un registre acceptable pour mes supérieurs, mais le Premier ministre n'a jamais eu le temps de me recevoir pour prendre connaissance de ce que j'avais à lui faire savoir. »

Ce n'est pas le moins étonnant. Le roman nous en apprend autant sur ce qui se passe dans la périphérie de la capitale que dans les zones les plus dangereuses du drame méditerranéen. Le plus exotique se révèle souvent être au plus proche, et il est mêlé, de façon inextricable, aux pouvoirs locaux qui ont besoin de relais, fussent-ils les plus douteux. Ainsi tel maire, classé centriste de gauche peut-il recommander tel ancien « grand frère », l'un des fondateurs de SOS racisme dans le quartier, l'ami du député de la circonscription, lui-même proche du Président en exercice. Mais le jeune homme de confiance qui a été chargé des activités pour les jeunes, se révèle être un des dealers de la cité. Un dealer qui ne cesse de monter en puissance avec une activité qui s'élargit au fur-et-à-mesure et dont les complicités avec l'extrémisme terroriste vont être bientôt établies.

Le récit de Daniel Rondeau se découpe en multiples séquences séparées par l'espace, mais il s'ordonne dans une unité cohérente et aussi dans une histoire qui rassemble tous ses protagonistes, avec un dénouement qui n'en marque pas le terme. Il n'y a pas de terme. L'aventure se poursuit, elle nous entraîne vers d'autres péripéties qui ne peuvent être que tragiques. Le talent de l'écrivain se révèle singulièrement dans cette façon qu'il a de décrire les mécanismes qui entraînent au chaos, sans jamais oublier qui sont ses acteurs : des hommes et des femmes qui ne sont nullement des automates, et dont certains d'ailleurs échappent, par grâce, au malheur par ce qu'il leur reste de liberté intérieure.

Gérard LECLERC

Daniel Rondeau, Mécaniques du chaos, Grasset.

Deux films...

...en manque d'écho

Deux films à faible écho médiatique ont couru avec intérêt quelques salles obscures françaises en 2017.

Le premier, *La philo vagabonde*, est un documentaire de Yohan Laffort sur Alain Guyard, professeur de philosophie français contemporain ayant renoncé à l'enseignement traditionnel de sa discipline pour courir les villages - sur les places, dans les champs, sous les chapiteaux -, puis les hôpitaux, les maisons de retraite et les prisons, et ouvrir dans ces lieux retirés voire reclus les esprits à la réflexion par une pédagogie vivante. Vivante mais malheureusement alourdie sinon enlaidie d'un langage par trop familier, et pour tout dire grossier, qui ne respecte pas vraiment son public et s'explique peut-être par l'illusion d'une transgression voire d'une provocation par cet anarchiste aisément démasqué, avouant en fin de film son admiration pour Stirner. Ce long-métrage est cependant à voir assez plaisamment, et à soutenir, illustrant une démarche individuelle - voire individualiste au sens anarchiste du terme - d'éducation populaire menée par celui qui se veut « philosophe forain », et l'une des nombreuses initiatives d'animation et de retissage du lien social dans les campagnes.

L'autre film, palestinien, de Mai Masri, s'intitule *3000 nuits* et rentre totalement dans la catégorie dite de « film carcéral ». Arrêtée en 1980 puis condamnée pour avoir véhiculé presque malgré elle un fuyard, une jeune Palestinienne enceinte est détenue pendant près de huit années. Les clivages entre les détenues « politiques » et celles « de droit commun » sont bien tracés, ainsi que l'inflexibilité de l'appareil judiciaire et pénitentiaire israélien. Si le spectateur craint sans cesse pour l'enfant que cette femme décide de garder, d'accoucher et d'élever en prison, c'est heureusement en vain. Il éprouvera certainement le désespoir et l'injustice ressentis par le personnage principal, et sans doute l'indignation lorsque l'information des massacres de Sabra et Chatila parviendra dans la prison (pour les cinéphiles, et sur ce crime de masse, le film d'animation israélien d'Ari Folman Valse avec Bachir en 2008 reste LA référence). Surtout, ce film nous trouble par l'absence totale d'affirmation identitaire religieuse, même instrumentalisée contre l'administration pénitentiaire. Dans les années 1980, l'islamisme n'avait donc pas prise sur la société palestinienne et l'islam-même se vivait d'une façon que l'on n'oserait pas qualifier de laïque. C'est sans doute là que le film fait le plus, nous permettant de mesurer la régression vécue par les Palestiniens, consternant et décourageant résultat de l'intraitable et mortifère politique d'occupation israélienne.

Romain BEAUMONT

Exposition

Un caméléon

Jusqu'au 23 octobre 2017, les amateurs d'art peuvent (re)découvrir le peintre américain David Hockney qui expose au Centre Pompidou. Avec cet artiste, pas de demi-mesure : on aime ou on déteste.

À l'occasion des 80 ans de David Hockney, le Centre Pompidou lui rend hommage dans une exposition[1], en partenariat avec la Tate Britain de Londres et le Metropolitan Museum de New York. Plus de 160 toiles et dessins sont proposés. Ce qui surprend dans les œuvres de David Hockney est d'abord son hétéroclisme. Surtout connu comme représentant de l'hyper-réalisme, c'est toutefois un caméléon que nous découvrons, qui nous transporte d'un monde artistique à un autre selon les salles. À ce sujet, on louera la cohérence du musée qui a su diviser chaque pièce selon une période de la vie du peintre, laquelle correspond à un style pictural. Ses œuvres de jeunesse sont révélatrices des influences qu'il subit à ce moment-là. À cette époque, David Hockney suit des cours à l'école d'art de Bradford, en particulier ceux du professeur Derek Stafford. Il s'en inspire pour créer des toiles au réalisme désarmant voire clinique. Au sortir de cette école, l'artiste se détache peu à peu de ce moule pour expérimenter l'univers abstrait : les couleurs se font vives, comme synonymes d'une nouvelle liberté. David Hockney repousse les frontières de l'art et mélange les genres, avec des collages de photos. La salle « Californie » est en soi remarquable car on s'interroge presque sur la nature des toiles tant le lien avec la photographie est fort. Hockney s'est pris de passion pour la liberté, l'hédonisme, la tolérance – notamment envers les personnes homosexuelles – des Californiens. Ses toiles sont à l'image de son engagement pour cette cause : lumineuses. Il peint alors ses fameuses « piscines » à l'acrylique, peuplées d'hommes à moitié dénudés. Les formes rectilignes sont contrebalancées par des effets de mouvements du plongeon, comme dans Une gerbe d'eau encore plus forte.

Mais c'est quand Hockney s'attelle à l'art du portrait qu'il se montre le plus clairvoyant. La salle consacrée à ses doubles-portraits nous immerge dans le monde des liens familiaux et des passions. Toujours dans un style réaliste, avec une lumière prépondérante, le peintre se fait observateur de ses modèles. Mes parents (1977), notamment, touche plus que les autres œuvres car elle met en scène les parents d'Hockney. Tandis que la mère fixe son fils – par-delà le chevalet – d'un air empreint d'une douce sérénité, son père, proche de la mort, est absorbé par la lecture de son journal. Hockney capture un morceau d'éternité... Derrière cet apparent minimalisme et cette géométrie des traits se dessinent aussi des jeux de reflets et de transparence qui laissent affirmer sans conteste qu'il est bien le peintre de l'ordre et du désordre.

Indiana SULLIVAN

(1)Exposition David Hockney, au Centre Pompidou, jusqu'au 23 octobre. De 11h à 21h (23h, le jeudis soir). 14 € tarif plein, 11 € tarif réduit.

Brèves

Libye, le 6 septembre : Lors d'une conférence à Tunis, le prince Idris Al-Senoussi, un des deux prétendants au trône, a proposé aux Libyens un projet qui évoque le rétablissement de la monarchie et le retour de la constitution de 1951. Selon le prince, son programme politique est « une solution efficace et pacifique pouvant permettre une sortie de crise rapide » que traverse le pays depuis la chute du régime de Muammar Kadhafi en 2011.

Malaisie, le 11 septembre : Décès à 89 ans du sultan Abdul Halim Mu'adzam. Roi de Malaisie deux fois, de 1970 à 1975 et 2011 à 2016, il a également régné sur l'État de Kedah durant six décennies. Neveu et successeur du père de l'indépendance malaisienne, le sultan Badlishah, il était jusqu'à présent le second monarque à posséder une telle longévité de règne derrière la reine Elizabeth II.

Ile de Saint-Martin, le 11-13 septembre : Le roi Willem-Alexander est arrivé en urgence sur cette île récemment ravagée par l'ouragan « Irma » et qui a également frappé la partie française. L'action du souverain néerlandais, qui a coordonné lui-même les premières évacuations, a été jugée à la hauteur par toute la presse internationale.

Espagne, le 13 septembre : Face à l'imminence du référendum illégal sur l'indépendance de la Catalogne, le roi Felipe VI est sorti de sa réserve et a rappelé que «la Constitution prévaudrait sur toute rupture du vivre-ensemble».

Frédéric de NATAL

Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (38, rue Sibuet, 75012 Paris) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45). Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'abonné des mercredis annuelle (12€) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 €).

Mercredi 4 octobre :
Arnaud Tessier - « Philippe Seguin, le remord de la droite »

Mercredi 11 octobre :
Emmanuel Todd - « Une esquisse de l'histoire humaine »

Mercredi 18 octobre :
Frédéric de Natal - «Les perspectives monarchiques en Serbie, en Roumanie et au Portugal

Communiquer avec nous

lejournal@nouvelle-action-royaliste.fr

Tél. : 01.42.97.42.57

Suivre la NAR

http://www.nouvelle-action-royaliste.fr

http://archivesroyalistes.org

http://www.dailymotion.com/nouvelle-action-royaliste

http://www.nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation

Avez-vous pensé à votre réabonnement ?

Bulletin d'abonnement à *Royaliste*

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Profession : .....

Date de naissance : ..... Adresse électronique : .....

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

NAR - Bloc C - B.A.L. 13 - 36-38 rue Sibuet - 75012 Paris

Royaliste
Bimensuel de la Nouvelle Action royaliste

Rédaction-administration :
Bloc C - B.A.L. 13
36-38, rue Sibuet
75012 Paris
Tél. : 01 42 97 42 57

Directeur de la publication
Yvan Aumont

Directeur politique
Bertrand Renouvin

Directeur politique adjoint
Christophe Barret

Com. paritaire
05 14 - G 84 801
ISSN 0151-5772

Imprimerie spéciale de la NAR

Après le cyclone

Sans nul doute, devant la puissance du cyclone Irma, les dégâts ne pouvaient qu'être considérables, et la Nouvelle Action royaliste se joint à tous les Français pour soutenir nos compatriotes de Saint Martin et Saint Barthélémy qui en ont subi les ravages.

La première urgence maintenant est de rétablir les infrastructures de ces îles, et particulièrement Saint-Martin qui semble avoir le plus souffert. L'Etat s'y emploie, ainsi que toutes les bonnes volontés, en Métropole et dans la Caraïbe, et nous souhaitons que ces travaux se fassent le plus rapidement et du mieux possible.

Puis il va falloir tirer un bilan de cet évènement. Car une fois les réparations faites, nous aurons à nous pencher sur les forces et les faiblesses de dispositifs que le cyclone aura mis à nu. Une commission d'enquête a été demandée en France et acceptée par le gouvernement, nous nous en réjouissons. Certains points paraissent mériter analyse, et les raisons pour lesquelles Saint-Martin n'a pas résisté aussi bien que Saint Barthélémy, par exemple, devront être comprises : les normes anticycloniques y-ont-elles été respectées ? Saint-Martin, bien moins riche que sa voisine, a-t-elle dû se contenter d'infrastructures publiques moins résistantes ? La loi de défiscalisation aurait-elle des effets pervers ? Ces questions, et bien d'autres, devront être analysées et nous étudierons avec attention les conclusions de la Commission.

Restent deux observations que l'on peut faire dès maintenant. La première, c'est que les *Irma*, jadis exceptionnels, vont devenir de plus en plus courants du fait du changement climatique. Les capacités de prévision météorologiques permettent maintenant de bien prévoir leurs effets, et les stratégies d'anticipation comme les niveaux de réactivité devront être réévalués : on ne peut pas rester sans eau, sans électricité, sans communication, école ni hôpital pendant des semaines. Les solutions techniques existent, on devrait pouvoir les mettre en œuvre dans l'urgence depuis la région, sans avoir à attendre qu'un bateau vienne de Toulon pour les appliquer.

La seconde est plus politique. Nous avons suivi heure par heure la catastrophe qui a touché nos îles françaises ; mais ces informations donnaient de Saint-Martin l'idée d'une île solitaire perdue au milieu de l'océan. Rien n'est plus contraire à la réalité : outre qu'elle n'occupe que le nord d'un territoire partagé avec Sint Maarten, elle fait partie d'un archipel d'une kyrielle d'îles aux nationalités et statuts très divers, qui ont elles aussi été durement touchées par *Irma* : St Maarten au sud a souffert tout autant que le nord, Barbuda a été entièrement dévastée, les Îles Vierges britanniques et américaines presque autant, et si les autres voisines (Antigua, Anguilla, St-Kitts & Nevis, Saba…) ont moins directement subi l'impact du cyclone, elles ont aussi souffert d'inondations et de destructions considérables. Le risque cyclonique n'est pas qu'un problème national : il doit aussi être traité au niveau de la région.

Notre pays est bien placé pour prendre en compte ces conditions particulières. De nombreuses structures régionales existent, que la France appuie, comme l'AOSIS (Alliance des petits Etats insulaires) ; qu'elle pilote, comme le CREWS (Climate Risk Early Warning System) ; auxquelles elle adhère, comme la Convention de Carthagène pour la protection du milieu marin caraïbe ; ou qu'elle a elle-même créées (conventions de l'AFD, création du Fonds de Coopération Régional, etc.). Mais pour beaucoup, hormis celles qui traitent de commerce ou de culture, ces initiatives restent quelque peu virtuelles faute de moyens.

Il nous revient de dépasser ce stade et proposer la création d'une véritable agence internationale pour le risque naturel dans les Petites Antilles, dotée de moyens suffisants, fondée sur nos DOM antillais (Guadeloupe et Martinique) et sur les principaux partenaires de la région (Ste Lucie, la Dominique, Porto Rico, les agences homologues britanniques, néerlandaises et américaines, etc.), pour pouvoir agir immédiatement dans une région soumise à de grands risques météorologiques, sismiques et climatiques. Souhaitons qu'Irma soit l'électrochoc qui déclenche cette grande initiative !

François GERLOTTO